

Jean Castex : « L'Etat a fait son boulot, mais il ne peut pas tout faire »

« “Nous allons investir massivement dans la formation des salariés et des chômeurs” », titre **Les Echos**, qui ouvre en Une ses colonnes au Premier ministre. Jean Castex détaille le plan compétences à 1,4 milliard d'euros, visant à faciliter les embauches. Evoquant d'abord le chantier de la formation, le Premier ministre note qu'il faut « travailler à la fois à la formation des demandeurs d'emploi et à celle des salariés ». « Nous allons agir sur trois leviers », promet-il, évoquant la réforme de l'assurance-chômage, « qui sera totalement mise en œuvre d'ici au 1er décembre ». « Je n'ai pas d'objectif chiffré, mais je suis persuadé que les comportements vont changer », assure Jean Castex, qui évoque également, en deuxième levier, « l'attractivité des métiers ». « Nous invitons de nombreuses branches professionnelles à ouvrir des négociations sur les salaires, (...) les évolutions de carrière, le temps partiel, les conditions de travail », appelle le Premier ministre, estimant que « l'Etat a fait son boulot, mais il ne peut pas tout faire » et sera « attentif sans être intrusif ». Il annonce également la mobilisation de « 1,4 milliard d'euros supplémentaires sur 2021 et 2022, dont 900 millions dès cette année et 500 millions l'année prochaine », en redéployant des crédits d'urgence. « Les **PME de 51 à 300 salariés**, qui n'ont plus accès aux fonds mutualisés depuis la réforme de 2018, bénéficieront de 600 millions pour former leurs salariés », explique Jean Castex, jugeant qu'« il faut agir vite ». « Pour les chômeurs, nous assumons le parti pris de privilégier au maximum les formations en entreprise, directement opérationnelles », martèle ce dernier, dont l'objectif est de « former 1,4 million de demandeurs d'emploi en 2022 ». Au sujet des chômeurs de longue durée, il annonce vouloir « rendre plus incitatif le bénéfice des contrats de professionnalisation pour les adultes », **en étendant sur toute l'année 2022 l'aide à l'embauche des alternants**. « “Pas de RSA jeunes mais un accompagnement” », titre encore **Les Echos**, pour la deuxième partie de l'entretien du Premier ministre, qui évoque le revenu d'engagement et explique immédiatement qu'il ne s'agit pas d'un revenu et que « nous sommes dans une logique contractuelle ». (**Les Echos**, p.2)